

## Les départements où il ne fait pas bon vieillir



Alors que l'inflation est de l'ordre de 6 % et l'augmentation des prix alimentaires de plus de 10 % certains départements n'ont pas revalorisé les budgets des établissements et des services à domicile les conduisant soit à restreindre les prestations notamment alimentaires soit à générer des déficits inquiétants.

Si certains départements ont clairement décidé de soutenir les structures pour personnes âgées, il n'en va pas de même pour d'autres qui aggravent les conditions de vie de nos aînés à domicile ou en établissement.

L'AD-PA révèle les noms des départements qui soutiennent les aînés et ceux qui méprisent leurs conditions de vie...

### Qui est l'AD-PA ?

L'Association des Directeurs au service des Personnes Âgées (AD-PA) regroupe les directrices et directeurs de services à domicile et d'établissements pour personnes âgées de tous statuts. Cette association de personnes physiques compte aujourd'hui deux mille adhérents répartis dans toute la France et a pour objet de favoriser l'expression des personnes âgées fragilisées, de leurs familles et des professionnels. Les services de l'AD-PA se répartissent en quatre grands blocs : représentation de la profession (pouvoirs publics et médias) ; création de réseaux locaux de directeurs ; suivi de l'actualité (lettre hebdomadaire et revue trimestrielle « Directeurs » diffusée à 17 000 exemplaires) ; formation et coaching.

n°	DEPARTEMENTS	TAUX D'AUGMENTATION DES BUDGETS	OBSERVATIONS
04	ALPES DE HAUTE PROVENCE	1,00%	
05	HAUTES ALPES	1,00%	
57	MOSELLE	1,50%	
60	OISE	1,50%	
78	YVELINES	3,10%	Département qui refuse d'appliquer l'augmentation des salaires dans les services à domicile
86	VIENNE	2,00%	Tarifs extrêmement bas avec des augmentations minimales les années précédentes
92	HAUTS DE SEINE	2,00%	Département qui refuse d'appliquer l'augmentation des salaires dans les services à domicile

### Départements responsables :

n°	DEPARTEMENT	TAUX D'AUGMENTATION DES BUDGETS	OBSERVATIONS
15	CANTAL	6,00%	
17	CHARENTE-MARITIME	5,20%	
49	MAINE ET LOIRE	5,25%	
56	MORBIHAN	6,00%	
66	PYRENEES ORIENTALES	5,00%	2 -ème délibération après échange avec les professionnels
69	METROPOLE GRAND LYON	5,00%	2 -ème délibération après échange avec les professionnels
88	VOSGES	6,00%	

## PERSPECTIVES

---

Dans le climat actuel d'inflation et de renouvellement insuffisant des budgets des établissements et services à domicile, la crise du secteur s'amplifie. La création par la Première ministre de commission départementale pour étudier les déficits va dans le bon sens, mais restera insuffisante puisque l'immense majorité des services et établissements vivent de réelles difficultés.

Ce ne sont pas les petits rafistolages sur la création des nouveaux services à domicile ou la fusion des budgets dépendance et soins qui changeront fondamentalement la donne. Seule la création d'une grande prestation autonomie basée sur la solidarité nationale permettra de développer l'emploi dans le secteur et de mieux accompagner et mieux solvabiliser les personnes âgées et leurs familles.

En attendant cette réforme indispensable attendue depuis trente ans, mais toujours repoussée du fait de l'âgisme de notre société, la solution pragmatique proposée par certains départements, de sortie de la tarification administrée des établissements et services, nous paraît la seule solution. Elle pourrait permettre aux structures de survivre et de sortir du cercle vicieux manque de moyens/ maltraitance des aînés fragilisés/mécontentement des personnes âgées, des familles et des salariés/mauvaise image du secteur/épuisement des salariés/difficultés à recruter/maltraitance...

Bien sûr, cette solution n'est pas l'idéal auquel nous aspirons, mais elle est de nature à améliorer la situation des structures et donc des personnes âgées vulnérables. Parallèlement, il faut mettre en place concrètement la sortie du système Ehpad qui enferme les établissements dans des logiques sécuritaires et mortifères, et faire évoluer les missions des services à domicile.

Voici les perspectives de sortie de la crise actuelle que nous continuerons à porter auprès des pouvoirs publics, pour débloquer la situation intenable dans laquelle nous nous trouvons tous.